



Centre économique pour l'Afrique  
CEA/AC

# Echos d'Afrique Centrale

N° 24 - Décembre [www.uneca.org/fr/sro/ac](http://www.uneca.org/fr/sro/ac)

H 1

## Transformation Structurelle

Central Africa's Economic Immune Booster



- CIE 2012 en Perspective
- The Integration Wake-up Call
- Cybersécurité en Afrique Centrale

# Sommaire



## 3 Edito La transformation structurelle

- 
- 4-5 Cybersécurité fiable en Afrique centrale
- 
- 6 Clarion Call for Developmental States in Central Africa
- 
- 7 L'ONU/UA et le NEPAD
- 
- 8 La Reforme du Secteur de la Sécurité en Afrique
- 
- 9 Integration Wakeup Call to Central Africa
- 
- 10-11 CIE: République du Congo et la CEA/BSR-AC en accord
- 
- 12 Etats Développementistes en Afrique centrale
- 
- 13 Afrique Centrale: efforts requises pour intégrer
- 
- 14 Climate Change and Policy
- 
- 15 Intégration : on ne peut pas baisser les bras
- 
- 16 e-Emploi en marche au Gabon
- 
- 17 Lu pour vous



*Solutions that add value - the local processing of  
Cameroonian cocoa into chocolate*

---

#### Publisher

Emile S. AHOHE

---

#### Editor-in-Chief

Abel AKARA TICHA

---

#### Contributors

Aboubacry Demba LOM

Amy TOURE

Bertrand TACHAGO

Daniel GBETNKOM

Ghitu - I - MUNDUNGE

Isidore KAHOUI

Joseph BARICAKO

Laurent D'ARONCO GIUSSEPE

Lot TCHEEKO

Mamadou BAL

Sylvain MALIKO

Tidjani CHETIMA

Zaza Burton RANDRIAMIARANA

---

#### Proofreaders

Delphine FOGANG, Lucie MAFFO, Sylvie NGUIFFO

---

#### Design and Production

Communications Unit, ECA/SRO-CA



## Echos d'Afrique Centrale

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

#### Contacts :

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun

Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56

Fax: +237 22 23 31 85

Web: [www.uneca.org/fr/sro/ac](http://www.uneca.org/fr/sro/ac)

Email : [sroca@uneca.org](mailto:sroca@uneca.org)



By Emile S. AHOHE

L'année 2011 n'a pas été une année particulièrement facile pour les pays d'Afrique Centrale qui, comme la CEA / BSR-AC l'avait déjà prédit, ont affiché leur vulnérabilité aux chocs externes, une tendance qui peut être inversée si ces pays s'engagent à la transformation structurelle de leurs économies.

Aux niveaux continental et régional, la CEA et ses partenaires comme le PNUD, la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Commission de l'Union Africaine (CUA) ont entrepris une croisade pour la transformation structurelle comme le moyen le plus sûr pour les économies africaines de progresser sur la voie de l'émergence. La CEA et la CUA définissent la transformation structurelle comme étant le changement dans le temps intervenant dans la composition sectorielle du produit intérieur brut (PIB) et celle de la structure sectorielle de l'emploi de la main-d'œuvre, au fur et à mesure que l'économie se développe (c'est-à-

## La transformation structurelle – un souhait du Nouvel An!

dire en tant qu'accroissement du PIB réel par habitant). Pour atteindre ce stade, les pays d'Afrique Centrale devraient augmenter les parts de leur sous-secteur industriel / manufacturier et aussi augmenter les services dans des secteurs comme les TIC et le tourisme. Ce qui devrait naturellement diversifier leur base d'exportation qui a été historiquement articulée uniquement sur les cultures de rente agricole, les ressources minières non transformées, les produits forestiers et le pétrole brut.

Une telle transformation nécessite des investissements dans les technologies nécessaires. Cela contribuerait à la mécanisation de l'agriculture, portant celle-ci dans la région à sa 2ème génération, résultant en une amélioration des rendements qui mettrait un terme à la paysannerie de subsistance. En même temps, cela libérerait le travail du paysan qui pourrait prendre part au processus de transformation qui ajoute de la valeur aux produits agricoles.

Cette transformation exigerait également des investissements dans la recherche

agricole, dans les infrastructures de transport et de l'énergie pour aider dans le traitement des ressources forestières, minières et extractives de la région qui sont habituellement exportées à l'état brut et rachetées plus cher en produits finis.

La transformation n'est pas irréalisable pour l'Afrique centrale. La Malaisie l'a fait grâce à l'intervention délibérée de l'État, basée sur un processus de planification disciplinée, la réalisation des investissements nécessaires et la création des institutions appropriées. Notre région n'a pas besoin de réinventer la roue. Elle peut copier de bons exemples en utilisant ses canaux de coopération Sud-Sud et Nord-Sud. L'année 2012 est le temps d'accélérer ce processus.

*Le tourisme doit être un aspect important de la transformation structurelle de l'Afrique Centrale*



# Vers une cybersécurité

Une centaine d'experts comprenant des spécialistes en télécommunications, juristes, parlementaires, membres des forces de sécurité et autres acteurs du secteur de la cybersécurité en Afrique Centrale viennent de recommander aux Etats membres de la CEEAC et de la CEMAC, de poursuivre la formulation et la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales permettant une transition vers une société du savoir pérenne et inclusive, notamment par la création d'un environnement de confiance et de sécurité dans le domaine des Technologies d'Information et de Communication (TIC) et de formuler des recommandations sur le projet de convention de l'Union Africaine sur la mise en place d'un cadre juridique de confiance pour la cybersécurité et les transactions électroniques.

C'est ce qui ressort d'un atelier sous régional ayant trait au développement et à la validation du cadre légal harmonisé pour la confiance dans l'économie numérique pour l'Afrique centrale conjointement organisé par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et l'Union Internationale de Télécommunications (UIT), en partenariat avec le Secrétariat Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique

Centrale (CEEAC) et la Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) . L'atelier s'est tenu du 28 novembre au 2 décembre 2011 à Libreville, au Gabon.

Les experts à cet atelier ont également demandé aux Etats membres de la CEMAC et la CEEAC de mener une large consultation régionale et nationale en impliquant toutes les parties prenantes (Gouvernement, Parlement, secteur privé et société civile) en vue de préparer le terrain à l'adoption des lois-types de la CEEAC et des directives de la CEMAC ainsi que de la Convention de l'UA sur la cybersécurité.

L'atelier avait été

ouvert par le Ministre de Relations avec le Parlement et les Institutions Constitutionnelles, de l'Intégration Régionale et du NEPAD, chargé des Droits de l'Homme de la République du Gabon, M. Aurélien NTOUTOUME, en lieu et place du Ministre de la Communication, de la Poste et de l'Economie Numérique, S.E.M. Paul NDONG NGUEMA . Dans cette allocution le Ministre avait invité les experts à proposer une vision et des textes communautaires de référence contre la cybercriminalité dans la sous-région, qui seront transposés dans les dispositifs nationaux des Etats membres.

Intervenant à la même occasion, Le Général Louis SYLVAIN-GOMA, Secrétaire Général de la CEEAC a déclaré qu'il est illusoire d'engager le développement du gouvernement en ligne, du commerce en ligne et de la santé en ligne si rien n'est envisagé sur les



*Photo de famille à l'ouverture de l'atelier*

# fiable en Afrique centrale

aspects juridiques, organisationnels, humains et technologiques de la sécurité de réseaux et de l'information.

Quant à M. Emile AHOHE, Directeur du Bureau Sous Régional pour l'Afrique Centrale de la CEA (CEA/BSR-AC), il a estimé que la Cybercriminalité dans les pays où elle se développe, génère une image négative et dissuade les investisseurs potentiels, créateurs de richesse et d'emplois. A cet effet, la coopération policière et judiciaire internationale doit être une priorité absolue, compte tenu de l'absence de frontière physique du cyberspace.

De son côté, M. Jean-Jacques MASSIMA-LANDJI, Représentant de l'UIT pour l'Afrique Centrale et Madagascar a déclaré qu'un cadre légal harmonisé effectif et opérationnel dans tous les pays, permet d'avoir une réponse solide et cohérente à l'assainissement du Cyberspace et à l'édification d'une société de l'information inclusive et juste permettant à tous de bénéficier des mêmes opportunités, et cela, en toute sécurité.

Pour le Représentant de la Commission de l'Union Africaine (CUA) M. Moctar YEDALY, la Convention de l'Union Africaine est plus que nécessaire, voire vitale, pour inspirer les Etats membres et leurs législateurs sur les questions de cybersécurité, de cybercriminalité et de protection des données à caractère personnel.



Intervenant au nom du Président de la Commission de la CEMAC, M. Isidore EMBOLA a souhaité que les Télécommunications, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), qui constituent des supports et des facilitateurs du développement économique, social et culturel, fassent l'objet d'une attention particulière.

Cet atelier fait suite à la deuxième réunion des Ministres en charge des Télécommunications et TIC des Etats membres de la CEEAC tenue à Ndjamena, le 22 avril 2010 qui a recommandé au Conseil statutaire des Ministres de la CEEAC, de soumettre à l'approbation de la

## *Les experts en plein boulot*

### Conférence des Chefs

d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC quatre documents d'orientation dont un sur l'harmonisation des politiques et des réglementations nationales et des plans d'action pour le développement des TIC en Afrique centrale. Cette demande avait d'ailleurs fait l'objet d'une recommandation lors du Conseil des Ministres de la CEMAC en décembre 2008. Les participants dudit atelier ont affirmé la nécessité d'organiser un deuxième atelier de validation des projets de lois types qui feront l'objet d'évaluation par une réunion des ministres en charge des TIC en Afrique Centrale en mars 2012.

# UNECA's Clarion Call for Developmental States in Central Africa



*Cameroon's former Minister of the Economy, Planning and Regional Development talking to the press on the merits of ERA 2011 to his country*

During the launch of the Economic Report on Africa 2011, last 17 November at the Yaoundé Hilton, a high-level audience comprising members of the Government of Cameroon, heads of diplomatic missions and UN agencies, as well as researchers and journalists learnt that it was high time Central African states made a careful intervention in the structural transformation of their economies in partnership with the private sector.

The report, jointly published by the Economic Commission for Africa (ECA) and the African Union Commission (AUC) projected an improvement in Africa's growth rate from 4.7% in 2010 to 5% in 2011. Experts from the ECA and AU explained this positive posture on the rebound of export demand and commo-

dity prices as well as on increased flows of foreign direct investment in extractive industries and aid. The situation in Central Africa was, however, projected to slow down from a slightly better position of 4.3% GDP growth in 2010 to a 4% GDP growth in 2011. This regression, as explained in the report, was due to the insufficient diversification of export products, a fragile political situation in some of the countries in the region and a reduction in oil production in others such as Cameroon and Gabon.

Speaking during the launch, Cameroon's Minister of the Economy, Planning and Regional Development (at the time), H.E. Mr Louis Paul Motaze, praised the ECA and the AUC for the findings of the report and said Cameroon would appropriate its conclusions as it positions itself towards becoming an emerging economy in 2035. "We are exposed to fluctuations in the prices of raw

materials and have low levels of economic diversification; but fortunately, we are taking appropriate measures to address these difficulties, for instance by laying emphasis on areas such as agriculture and tourism where we have a higher comparative advantage", he said.

The launch also provided an opportunity for the Interim Resident Coordinator of the UN System in Cameroon, Mr Michel Balima and the Director of the ECA's Sub Regional Office for Central Africa, Mr Emile Ahohe, to insist that the report should not be misconstrued as preaching a return to the old state systems characterized by an outburst of the public sector. They said African countries in general and Central African countries in particular, were instead called upon to be developmental states that should enable and identify opportunities for growth, facilitate public-private partnerships, minimize the risks faced by private investors and invigorate development with greener technologies.

## L'ONU/UA et le NEPAD : l'ère du Mécanisme de Coordination Sous-régionale

Lors de la réunion du Mécanisme de Coordination Sous-régionale d'appui du système des Nations Unies à l'Union Africaine et à son programme NEPAD en Afrique de l'Ouest et Centrale (MCSR) du 05 au 06 octobre 2011 à Dakar au Sénégal, les représentants de la CEEAC, de la BAD et d'autres partenaires du système des Nations Unies se sont réunis pour analyser la mise en place d'un mécanisme conjoint de coordination sous régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ils ont suggéré la mise en place d'un groupe de travail multi-agences et multi-acteurs pour soutenir le développement et l'agenda de l'intégration régionale dans les deux sous-régions. La dite réunion s'est organisée conjointement par les Bureaux sous-régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et les agences des Nations Unies dans les deux sous-régions.

Ce Mécanisme de Coordination Sous-régionale pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest a pour but de plancher sur les modalités qui permettraient aux agences des Nations Unies dans ces sous-régions de s'appuyer sur l'approche 'Delivery As One UN' en fournissant un appui à la

CEDEAO, à la CEEAC et aux autres communautés économiques régionales, car ces institutions mettent en oeuvre le cadre du NEPAD, les Objectifs du millénaire pour le Développement et d'autres initiatives de développement sous-régionales, y compris la réalisation des objectifs mieux axés sur les programmes d'action pour l'intégration régionale.

Les débats de ces assises tournaient autour des points tels que la promotion de l'efficacité et la synergie sous l'angle de l'approche d'aide au développement des Nations Unies, la réduction de la fragmentation dans la planification et l'exécution des programmes, le renforcement des relations entre les organisations intergouvernementales et les autres acteurs en Afrique Centrale et de l'Ouest, et l'apport à son maximum des rapports entre les programmes des Nations Unies à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale.

Le présent Mécanisme de Coordination Sous-Régionale pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest devrait

être opérationnel dès que possible dans le but de soutenir le développement et l'agenda de l'intégration régionale dans les deux sous-régions. C'est dans cette optique que l'atelier recommandait la mise en place d'un groupe de travail multi-agences et multi-acteurs dirigé par le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA (CEA/BSR-AO). L'équipe de travail devrait être composée des Bureaux sous-régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, de la CEEAC, du PNUD, de l'UNDG, de l'OMS, de NPCA et de la Commission de l'Union Africaine. Le MCSR devrait aussi examiner l'existence du programme multi-annuel dans la sous-région Afrique centrale, plancher sur sa création en Afrique de l'Ouest quitte à arrimer le nouveau sur l'existant.

Cette réunion mettait donc l'accent sur le programme du MCSR qui doit particulièrement soutenir le développement humain à l'échelle de l'intégration régionale.



*Le début des travaux du MCSR*

## Pour une meilleure pratique de la Réforme du Secteur de la Sécurité en Afrique

La Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) est une condition cruciale nécessaire pour le développement des sociétés. Elle est importante aussi bien dans les pays développés, les pays en développement que les pays en transition ou en situation de post conflit. En effet, pour ce dernier, le conflit détruit des structures sociales traditionnelles, engendre des tensions interethniques, efface la confiance que la société place en son gouvernement, crée un environnement où le crime et la violence sont rampants et affaiblissent la surveillance des frontières. C'est dans cette optique que la CEA/BSR-AC a convié des experts venant des pays en situation de post conflit sur les questions de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) du 29 novembre au 1er décembre 2011, cette rencontre s'est tenue dans la salle de conférence de l'Hôtel la Résidence la Falaise de Douala.

L'atelier visait le renforcement des capaci-

tés des pays membres en situation de post conflit et des Communautés Economiques Régionales (CERs) dans les processus des Réformes du Secteur de Sécurité (RSS) appropriées dans leurs pays respectifs. Selon Madame Amy TOURE, Conseillère Régionale en Gestion Post Conflit et Gouvernance, l'atelier est organisé dans le cadre des activités du programme de gestion post-conflit et dans la mise en œuvre du plan d'action issu des recommandations du Forum de Bujumbura du décembre 2009 sur la reconstruction post-conflit, la réhabilitation et la relance économique en Afrique centrale.

Durant ces trois jours, une vingtaine de participants venant des ministères d'Etat des pays en situation de post-conflit et des communautés économiques régionales (CERs) et d'autres institutions de la région se sont penchés l'approche des Nations Unies sur la RSS, le cadre d'action de l'Union Africaine, sur des questions spécifiques qui on

fait l'objet de l'atelier sont ; le cadre constitutionnel et législatif et les institutions chargées de la Sécurité et leurs rôles; le processus et les stratégies de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR) ; le contrôle des armes légères et de petits calibres ; la femme dans la RSS, la Sécurité humaine, la gestion intégrée des frontières etc... etc...

Le résultat visé par l'atelier est que les participants soient désormais équipés pour contribuer aux programmes et projets de réforme du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs et s'engager à établir un réseau de pratique pour soutenir l'échange international réel sur ces éditions à travers le continent.

A la fin de l'atelier, les participants ont fait des recommandations parmi lesquelles une meilleure coordination des programmes de DDRR et leur intégration dans les programmes de développement, un financement et appui matériel dans la politique des frontières des Etats, l'adoption d'une journée africaine des frontières.

Il faut noter que l'atelier sur la RSS n'est que le début d'une série d'activités qui s'étendront sur le continent avec la participation d'autres partenaires.

*L'enthousiasme démontré pour le RSS pendant l'atelier*





## The Integration Wakeup Call to Central Africa

During the 2011 edition of Central Africa's biggest marketing Expo – PROMOTE – the Senior Economic Affairs Officer UNECA's Sub regional Office for Central Africa, Mr Aboubacry Demba Lom, said leaders of all ten states of the region needed to respect their commitments to integration initiatives. Mr Lom told attendees of the Regional Integration Forum at Promote 2011 that given its strategic geographical position, Central Africa ought to be a point of convergence and relay of most integration programmes across the rest of the continent, notably infrastructure transport and electricity network projects as well as trade in goods.



*Participants attentively follow deliberations at the forum*

Other participants at the Forum expressed dissatisfaction with the snail pace of integration within ECCAS, where only 0.5% of trade in the region was among its members.

Most experts were clear that the region needed to urgently improve physical infrastructure that facilitates exchange, notably roads. In this regard, the increasing informal agric trade between Cameroon and Congo due to improved roads from

Dschang in West Cameroon to Brazzaville in Congo was highlighted.

ECA/SRO-CA used the opportunity offered by Promote from 3 to 11 December 2011 to distribute its flagship publications on economic development and integration issues in Central Africa to visitors of its stand at the ECCAS pavilion.

## ICE 2012: Agreement signed between Congo and ECA/SRO-CA



*ECA/SRO-CA's Director – Mr. Emile AHOHE signing the MoU*

The annual evaluation and planning meeting of the work program for the ECA's Sub regional Office for Central Africa by the Intergovernmental Committee of Experts will be held in Brazzaville, the Republic of Congo, from 29 February to 2 March 2012. "Central Africa's Energy Challenges" has been retained as the theme of the session.

These dates were confirmed recently in Yaoundé during a series of meetings held by officials the two major organizational parties involved, that is, the Government of the Republic of Congo and ECA/SRO-CA. The six-person delegation from Congo was led by Mr Alphonse Loulendo, Service Head for Economic Cooperation at the Directorate General of the Economy in the country's Ministry the Economy, Regional Development and Integration.

The highlight of the

visit was the signing of the Memorandum of Understanding on the holding of the ICE in Brazzaville by the Congolese government on the one hand, and ECA/SRO-CA on the other. All staff members of ECA/SRO-CA as well as the six members of the Congolese delegation gave a rapturous ovation when the Director of ECA/SRO-CA, Mr Emile Ahohe signed the document for the Office.

The MoU had been signed in advance by H.E. Mr. Pierre Moussa, Congo's Minister of State and Coordinator of the Economic Cluster, Minister of the Economy, Planning, Regional Development and Integration.

Addressing attendees of the signing meeting, the Director of ECA/SRO-CA expressed his gratitude to the Minister of State and Coordinator of the Economic Cluster, Minister of the Economy, Planning, Regional Development and Integration as well as to the entire Government of Congo for having accepted to host this regular meeting of the Office. He also said ECA/SRO-CA was wil-

ling to provide technical support to Congo that goes beyond the sub-regional scope of cooperation.

Taking the cue from the Director, the Head of the team from Congo, Mr. Alphonse Loulendo, said they were grateful to the ECA for the warm welcomed they had received. He further expressed the wish of his delegation to establish a strong link with ECA/SRO-CA to better calibrate the Office's support to the Republic of Congo within the sub-regional context.

It should be noted that in prelude to the Intergovernmental Committee of Experts (ICE) meeting, a Central African ad hoc expert group meeting will be held from February 27 to 28 still in the Congolese capital.

*Total satisfaction from both ECA/SRO-CA and reps from the Congo*



## CIE 2012: le Congo et la CEA/BSR-AC en accord parfait

La réunion annuelle d'évaluation et de planification du programme de travail de la CEA, Bureau sous régional pour l'Afrique Centrale (CEA/BSR-AC), par le Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE), va se tenir à Brazzaville, République du Congo, du 29 février au 2 mars 2012 sur le thème : «Le défi énergétique en Afrique Centrale». Le CIE est l'organe suprême de la CEA/BSR-AC.

La confirmation de ces dates a été convenue entre les deux parties à Yaoundé, lors de la visite de travail d'une haute délégation congolaise de six-membres à la CEA/BSR-AC. Elle était conduite par M. LOULENDO Alphonse, Chef de Service de la Coopération Economique à la Direction Générale de l'Economie au Ministère de l'Économie, du Plan, de

l'Aménagement du Territoire et de l'intégration de la République du Congo.

Le point culminant de la visite a été la signature du mémorandum d'accord relatif à la tenue du CIE à Brazzaville par l'Etat congolais d'une part, et la CEA/BSR-AC d'autre part. C'était sur des ovations de tout le staff du CEA/BSR-AC et tous les six membres de la délégation congolaise, présente à Yaoundé pour la circonstance, que M. Emile Ahohe, Directeur de la CEA/BSR-AC, a procédé à la signature de ce mémorandum, signé au préalable par S.E. Monsieur Pierre MOUSSA, Ministre d'Etat, Coordonnateur du Pôle Economique, Ministre de l'Economie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration du Congo.

Dans son allocution, le Directeur du CEA/BSR-AC a exprimé sa gratitude au Ministre d'État, Coordonnateur du Pôle Économique, Ministre de l'Économie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration ainsi qu'à tout le Gouvernement du Congo pour avoir accepté d'abriter cette réunion statutaire du Bureau. Il a enfin souligné que la CEA/BSR-



*L'accord scellé !*

AC avait le souhait d'apporter son assistance technique au Congo au delà du cadre sous-régional.

Pour sa part, le Chef de la mission, M. LOULENDO Alphonse, a exprimé les remerciements de son équipe à la CEA pour l'accueil qui leur a été réservé. Il a, par la suite, émis le souhait de sa délégation d'établir un lien solide avec la CEA/BSR-AC pour mieux apporter son appui technique pour la sous-région au profit de sa patrie – le Congo.

Il est à noter qu'en marge de la réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE), une réunion ad hoc d'experts de l'Afrique centrale va se tenir du 27 au 28 février toujours dans la capitale congolaise.



## La croisade pour les Etats Développementistes en Afrique centrale

Cette année encore, l'Afrique améliore son score. Le continent passe de 4,7% en 2010 à 5% en 2011. Le Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AC) a procédé à la présentation du Rapport Economique sur l'Afrique (REA) 2011 au grand public le jeudi 17 novembre 2011 à 10h à l'hôtel Hilton de Yaoundé. Le rapport a été publié conjointement par la CEA et la Commission de l'Union Africaine (CUA).

Les experts de la CEA et de l'UA attribuent cette situation positive non seulement à la croissance des exportations et des prix des matières premières mais aussi à l'augmentation du flux de l'aide au développement et des investissements directs de l'étranger dans les industries extractives. D'après les prévisions, l'Afrique centrale devrait connaître une légère régression de son produit intérieur brut de 4,3% en 2010 à 4% en 2011. Selon le rapport, cette légère régression est due à une diversification insuffisante des produits d'exportation, une stabilité politique précaire dans certains pays de la sous-région et à une réduction de la production pétrolier dans certains pays, le Cameroun et le Gabon en particulier.

Le rapport reconnaît aussi que les avancées économiques de l'Afrique n'ont pas encore un impact signi-

ficatif sur la réduction du chômage. En plus, relève le rapport, le continent est bien loin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Dans son discours l'ancien ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire, M. Louis Paul MOTAZE, déclare que : « le Cameroun est exposé aux fluctuations des prix de produits de base et une faible diversification de ses économies », par la suite il confirme la reconnaissance du Cameroun dans ce rapport, car les problèmes structurels de l'économie africaine sont bien ressortis dans le présent document.

La cérémonie a également été l'occasion pour le Coordonnateur Résident par intérim du Système des Nations Unies au Cameroun, SE M. Michel Balima et le Directeur du CEA/BSR-AC, M. Emile Ahohe, d'insister que le rapport ne devrait pas être interprété comme prêchant un retour aux anciens systèmes étatiques caractérisés

par une explosion du secteur public. Selon eux, il était plutôt question pour les pays de l'Afrique centrale, en particulier, et l'Afrique, en général, de devenir des Etats Développementistes. Ces Etats devraient identifier les opportunités de croissance, faciliter des partenariats public-privé, minimiser les risques encourus par les investisseurs et aider à dynamiser le développement avec des technologies plus vertes.

La cérémonie de présentation du Rapport Economique sur l'Afrique 2011 s'est déroulée sous la forme d'échanges entre les experts de la CEA, les autorités camerounaises, des universitaires, des journalistes et le public sur les leçons à tirer de la publication pour une amélioration de la situation économique en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier.

*Le hall était plein et l'audience très engagée*



## Les Etats de l'Afrique Centrale appelés à fournir davantage d'efforts pour s'intégrer

Les dix pays membres de la sous région d'Afrique Centrale ont été rappelés ce Jeudi 08 décembre 2011 à respecter les protocoles et conventions auxquels ils ont adhéérés, pour avancer au rythme convenu et respecter l'agenda défini dans le cadre de la Communauté Economique Africaine. C'est la conclusion faite par l'Economiste Principal du Bureau Sous-Régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA/BSR-AC), M. Aboubacry DEMBA LOM, lors de son intervention à la journée sur l'Intégration Régionale organisée par le Secrétariat Général de la Commission Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) dans le cadre de PROMOTE 2012 à Yaoundé, au Cameroun. PROMOTE est la plus grande exposition biennale de l'Afrique Centrale.

M. LOM, après avoir passé en revue le cadre stratégique existant pour l'intégration et la coopération régionale en Afrique Centrale, a saisi l'opportunité de cette rencontre pour expliquer aux acteurs privés et publics de la Sous-région que du fait de sa position géographique stratégique, la



région Afrique Centrale a la vocation d'être un espace de convergence et de relais de la plupart des programmes intégrateurs du continent, notamment ceux relatifs aux infrastructures de transport, à l'interconnexion des réseaux électriques ou encore au commerce des marchandises.

D'autres orateurs de cette journée riche en débats ont déploré le faible niveau des échanges commerciaux entre les pays d'Afrique Centrale, en liaison avec la faiblesse des infrastructures de transport, et la lenteur enregistrée par le processus d'harmonisation des programmes sectoriels et le manque de réactivité des institutions qui ont pour mandat de faire avancer l'agenda de l'intégration en Afrique Centrale. Des débats on retiendra qu'il est impératif pour nos états de mettre l'accent sur le développement de quelques secteurs

*M. Aboubacry LOM (à l'extrême droite) pendant sa présentation*

économiques porteurs dans la sous-région à savoir : l'agriculture, le tourisme, les TIC, les travaux publics, les logements sociaux et la formation des ressources humaines. Il est reconnu de tous que la lenteur dans la mise en œuvre effective de la libre circulation des personnes et des biens constituait un frein majeur à l'intégration régionale.

Durant toute la semaine de PROMOTE 2011 (du 3 au 11 décembre), la CEA/BSR-AC, qui détient un stand dans le grand pavillon de la CEEAC, distribue à de nombreux visiteurs ses publications phares sur les questions de développement économique et d'intégration en Afrique Centrale.

## Time to Mainstream Climate Change into Policy Planning

Climate change in Central Africa presents complex and urgent developmental challenges by virtue of its experienced or expected impacts on agriculture and food security, water resource availability, and health, to name but a few. Estimates from the World Meteorological Organization (WMO) show that the vast majority of Central African countries have experienced severe malnutrition, food shortage or famine over the past decades. Poorest populations have been mostly affected because of their dependence on climate sensitive livelihoods, predominantly rain-fed agriculture. In this regards, the need to incorporate the risks relating to climate change into development policies and actions in Central Africa makes it imperative for capacity building initiatives on policy and governance which concern climate change, to be directed towards national experts in development planning, Members of Parliaments and Heads of IGOs, as a matter of priority.

It is with this goal in view that the UNECA Office for Central Africa, the African Climate Policy Centre (ACPC) and the ECCAS General Secretariat kick-started a process meant to help

policy makers within the region mainstream concrete action to tackle climate change in their development planning. These three organizations gathered about 30 policy planners, parliamentarians, climate experts, members of Intergovernmental Organizations (IGOs) and media practitioners in Brazzaville, Congo, from 8 to 10 November 2011 to chat the way to mainstream climate governance in Central Africa.

Following the 3-day training session, the overarching recommendation made was for all Central African States to give climate change priority focus in their economic and social programmes and development policy planning.

The seminar participants also proposed the creation of a virtual information sharing network of experts on climate issues in the region. ECA/SRO-CA was charged with facilitating the creation of this network while the ECCAS General Secretariat was asked to inform member states of the development. In the first instance, the network would constitute mostly participants of the seminar, who would first give it shape before extending it to other

*Vigorous policy planning is necessary to help Central African states adapt to and help mitigate climate change*

experts within the sub region. ECCAS member states and IGOs were further called upon to strengthen existing institutions in the sub-region already working on environmental issues and to expand their scope of work to deal with climate change.

A request was also made for the building of a climate policy framework and a climate change response strategy for the sub-region. In connection to this, the experts called for the setting up of a programme on the economics of climate change in Central Africa, though which member states could run climate-related projects touching on key economic sectors.

Participants at the seminar were drawn from Burundi, Cameroon, Congo, Chad, Central African Republic and the Democratic Republic of Congo, as well as representatives from ECCAS and the African Centre of Meteorological Application for Development (ACMAD).



## « On ne doit pas baisser les bras sur l'intégration »

### *Substance d'échange entre le SG de la CEEAC et le Directeur du CEA/BSR-AC*

C'était l'entente parfaite entre la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et le Bureau Sous Régionale pour l'Afrique Centrale de la CEA (CEA/BSR-AC) à travers le premier entretien officiel, en fin novembre 2011, du Secrétaire Général de la CEEAC – S.E. Général Louis Sylvain-Goma et le Directeur de la CEA/BSR-AC – M. Emile Ahohe. C'était au Secrétariat Général de la CEEAC à Libreville, Gabon et il était question pour les deux diplomates de revoir la situation du processus d'intégration régionale en Afrique Centrale et de revigorer leurs engagements de travailler ensemble pour la cause.

D'abord la question du Plan Directeur Consensuel des Transports Afrique Centrale (PDCT-AC). Il s'agit là d'un plan adopté en Janvier 2004 par la 11ème Conférence des Chefs d'Etat de la CEEAC pour répondre au déficit énorme d'infrastructures de transport dans la sous-région avec 55 projets pri-



*Convivialité entre le S.G. de la CEEAC S.E. Général SYLVAIN-GOMA (à gauche) et le Directeur du CEA/BSR-AC – M. Emile AHOHE pour un agenda fiable de l'intégration en Afrique Centrale*

oritaires. Vu le retard accusé par ce Plan, les deux personnalités ont promis de poursuivre les négociations avec toutes les parties prenantes pour donner une nouvelle impulsion à l'organisation de la table des bailleurs de fonds.

Par ricochet, le SG de la CEEAC et le Directeur du CEA/BSR-AC ont abordé les sujets de la libre circulation des personnes et de la création d'une Zone de Libre Echange dans la sous-région. Pour eux, tous les acteurs de l'intégration en Afrique Centrale ne devaient pas « baisser les bras » pour pousser vers l'aboutissement de ces objectifs. Car, selon eux, l'intégration

demande que les pays cèdent juste une petite partie de leur souveraineté à court terme, pour les gains énormes à long terme.

Après les remerciements du S.E. Général Sylvain-Goma pour le soutien que donne la CEA/BSR-AC à la CEEAC, M. Ahohe a assuré son homologue de l'appui technique continu de la CEA/BSR-AC à l'ensemble des dix pays de la CEEAC ainsi qu'à toutes les institutions intergouvernementales de la région œuvrant pour l'intégration.

## Nouvel air d'espoir pour les demandeurs d'emploi au Gabon



*Jour du lancement du centre du projet e-emploi : les jeunes femmes gabonaises exploitant les outils du centre logé à l'ONE, Libreville*

La CEA, l'UIT, la CEEAC et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale de la République Gabonaise ont lancé le vendredi 02 décembre 2011 à Libreville, le projet e-Emploi destiné à l'insertion professionnelle a pour objectif de renforcer les capacités des jeunes diplômés en techniques de recherche d'emploi grâce aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Financé par la CEA, l'UIT, la CEEAC et les pays de la sous-région, ce projet en Afrique Centrale s'inscrit dans le cadre du processus de mise en œuvre des recommandations et du plan d'action du Sommet de Ouagadougou en 2004, et consacré exclusivement aux « stratégies pour la création/promotion de l'emploi et l'amélioration durable des conditions de vie ». Mis en œuvre pour la première fois en mai 2007 en République du Congo, ce projet a déjà permis à près de 200 jeunes congolais d'être formés pour le monde du travail. Les agents de l'Office

National de l'Emploi du Gabon (ONE) ont bénéficié d'une formation de 4 jours dispensée par la CEA et l'UIT. Cette formation qui s'est déroulée une semaine avant l'ouverture du centre avait comme objectif de renforcer et de doter les agents de l'ONE des outils nécessaires à la conduite de ce projet.

Egalement en marge du lancement de ce projet, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance sociale, et Porte-parole du Gouvernement du Gabon – S.E Mme Angélique NGOMA et le Directeur du CEA/BSR-AC – Mr Emile Ahohe, ont eu un entretien fructueux sur le chemin à suivre. Les deux personnalités ont évoqué la nécessité que le site de l'Office Nationale de l'Emploi du Gabon (ONE), qui abrite le

Centre multimédias du projet, soit transformé en cadre dynamique et interactif pour permettre les échanges réels entre l'Office, les usagers du site et les entreprises avec lesquels l'ONE va travailler pour offrir davantage d'opportunités d'emploi aux jeunes gabonais. Ils ont aussi exploré la possibilité d'étendre le projet e-Emploi aux autres agences de l'ONE à l'intérieur du Pays.

Selon le Directeur de la CEA/BSR-AC, le projet e-Emploi est un projet modeste et symbolique que la CEA et ses partenaires veulent voir réussir au Gabon, comme au Congo, pour contribuer à l'atteinte des OMDs en Afrique Centrale.

*S.E. Mme Angélique NGOMA, très positif du projet e-emploi, en discussion avec le Directeur du CEA/BSR-AC*





## **Rapport OMD 2011, Cap sur la performance de l'Afrique centrale par rapport à l'Objectif 7 : Assurer un environnement durable**

**S**elon ce Rapport (co-publié par la CEA, le BAD, l'UA et le PNUD), la situation relative à l'OMD 7 en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier, est quelque peu contradictoire. D'une part, l'on constate que la plupart des pays paraissent théoriquement acquis à la cause de la viabilité de l'environnement mais d'autre part, l'on observe que les progrès vers la réalisation de cet objectif sont fort lents. Le volume des émissions de gaz à effet de serre continue de croître et rares sont les pays qui ont procédé à des réductions substantielles en la matière. Des difficultés ont surgi dans la réalisation de la cible de la biodiversité et seul un petit nombre de pays est parvenu à étendre la couverture de ses aires protégées. Des progrès destinés à faciliter l'accès aux sources d'eau sont en cours, mais l'accès à des installations sanitaires améliorées reste problématique dans la plupart des pays, surtout en zone rurale.

### **Émissions de CO2 en tonnes métriques par habitant (CDIAC), 1990 et 2007**

Les émissions des combustibles ont augmenté au fil des années sur le continent africain avec un petit nombre de pays (Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Nigeria) jugés responsables de la majeure partie des émissions provenant de combustibles fossiles. Mais il convient d'indiquer qu'à part la Guinée

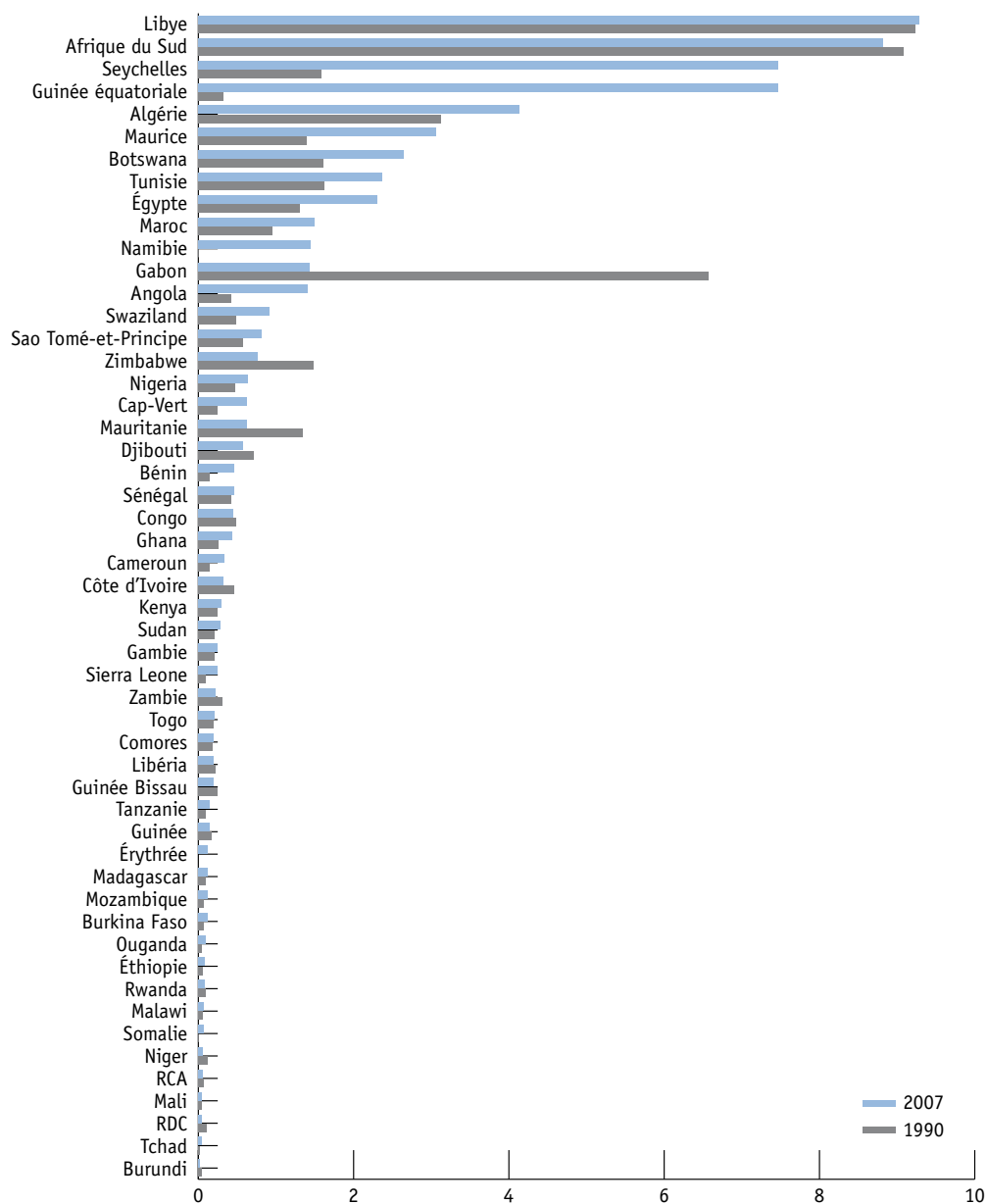
Equatoriale qui est passée de moins de 2 tonnes métriques d'émission de carbone par habitant en 1990 à 7,1 tonnes métriques en 2007, aucun pays de l'Afrique Centrale n'a augmenté son taux d'émission d'une manière significatif. Le Gabon, en particulier, a même réduit ses émissions de CO2 à raison de 5,1 tonnes métriques par habitant entre 1990 et 2007 (voir la figure 45).

**Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Rapport OMD 2011



Figure 45 : Émissions de CO<sub>2</sub> en tonnes métriques par habitant (CDIAC), 1990 et 2007



Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en juin 2010).

Il est à noter qu'aucun pays en Afrique centrale ne dispose encore de politique de taxation des émissions de carbone comme moyen de réduction de leur empreinte carbone, une initiative qui est déjà fonctionnelle en Afrique australe notamment en Afrique du Sud et en Zambie.

#### **Pourcentage de couverture des aires terrestres et marines protégées par rapport à l'ensemble du territoire, 1990 et 2009 (%)**

Au cours de la période 1990-2009, 34 pays ont augmenté le pourcentage de leurs aires terrestres et marines protégées. Et parmi les quatre pays africains qui ont accompli des progrès remarquables à cet égard pendant la période 1990-2009, deux sont de l'Afrique centrale : la Guinée Equatoriale (de 5,0 à 14,0 pour cent) et le Gabon (de 3,9 à 14,3 pour cent). Les deux autres pays étant la Guinée-Bissau (progression du pourcentage en aires protégées passant de 5,8 à 26,9 pour cent) et le Zimbabwe (de 18,0 à 28 pour cent).

#### **Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées**

En 1990, 26 pays africains bénéficiaient d'une couverture de 80 pour cent en termes de sources d'eau améliorées en milieu urbain, contre 40 pays en 2008. Entre les trois pays, les pays les moins performants à cet

égard en 1990, deux sont en Afrique centrale. Il s'agit de l'Angola et du Tchad (l'autre pays étant la Mauritanie), avec un taux inférieur à 50 pour cent. Par contre, en 2008, il n'existait plus de pays ayant une couverture inférieure à 50 pour cent en zone urbaine. En revanche, le nombre de pays africains bénéficiant d'un taux de couverture égal ou supérieur à 80 pour cent en matière de sources d'eau améliorées en milieu rural est passé de 6 pays en 1990 (y compris la Guinée équatoriale en Afrique centrale) à 10 pays en 2008 (incluant un seul pays de l'Afrique centrale qui est Sao Tomé et Príncipe).

#### **Pourcentage de la population urbaine vivant dans des taudis**

Le rapport montre que

(pour les pays dont les statistiques sont disponibles), l'Afrique Centrale a le plus mauvais progrès concernant le pourcentage des populations vivant dans les taudis. Alors que le Cameroun a fait un léger progrès passant d'environ 50 pour cent en 1990 à environ 48 pour cent de sa population vivant dans les taudis, la situation est toujours déplorable en RDC et au Tchad (avec plus de 80 pour cent de leurs populations vivant dans des taudis).

*L'exploitation non-contrôlée de la forêt peut causer des énormes dégâts environnementaux en Afrique centrale*



# This bridge was never built

Because the construction company disappeared along with the money, leaving local people stranded.

Act against Corruption. Encourage  
**development.**